Document generated on 04/23/2024 4:06 a.m.

Études internationales

MANDELBAUM, Michael (Ed.). *The Other Side of the Table: The Soviet Approach to Arms Control*. New York (N.Y.), Council on Foreign Relations Press. 1989, 215p.

William L. George

Volume 22, Number 1, 1991

XX[ème] anniversaire d'*Études internationales*

URI: https://id.erudit.org/iderudit/702813ar
DOI: https://doi.org/10.7202/702813ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

George, W. L. (1991). Review of [MANDELBAUM, Michael (Ed.). *The Other Side of the Table: The Soviet Approach to Arms Control*. New York (N.Y.), Council on Foreign Relations Press. 1989, 215p.] *Études internationales*, *22*(1), 199–201. https://doi.org/10.7202/702813ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1991

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

production militaire pour le secteur civil. Gansler semble croire qu'il peut y avoir encore des retombées importantes, même s'il reconnaît que le transfert technologique est plus important dans l'autre sens. Sans empêcher indûment ce transfert, l'État ne devrait pas prendre des mesures extraordinaires pour l'encourager à cause du risque de subordonner encore une fois la politique militaire à d'autres objectifs non reliés à la sécurité nationale.

Le livre présente un grand intérêt pour tout lecteur voulant une introduction complète à l'économie politique de la sécurité nationale aux États-Unis. Bien qu'il contienne certainement des idées et des suggestions pertinentes pour d'autres pays occidentaux, ce livre constitue en même temps un avertissement implicite de ne pas confondre le système d'achat américain avec les procédures d'achats d'ailleurs. Comme pour d'autres ouvrages du même genre, on peut se demander d'où viendrait la volonté politique requise pour réaliser un ordre du jour aussi ambitieux qui propose des réformes exigeant presque un changement révolutionnaire dans les structures du système politique américain. L'actuel débat sur le «peace dividend» aux États-Unis semble se concentrer plus sur la réaffectation pure et simple des ressources consacrées à la défense que sur une réforme nuancée de la gestion de la sécurité nationale et de la base industrielle de défense.

Érik POOLE

Département d'économique
Université Laval

MANDELBAUM, Michael (Ed.). *The Other Side of the Table: The Soviet Approach to Arms Control*. New York (N.Y.), Council on Foreign Relations Press. 1989, 215p.

Livres et articles sur les questions de contrôle des armements et de désarmement abondent. Cependant, peu de chercheurs ont analysé l'évolution de la politique soviétique à cet égard. Ces questions ont néanmoins été, en grande partie, le moteur des relations entre l'Est et l'Ouest depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. De ce fait, l'une des toutes dernières publications du Council on Foreign Relations, intitulée «The Other Side of the Table» est une contribution importante en ce qu'elle semble (*a priori*) combler une indéniable lacune de la littérature.

Sous la direction d'un chercheur de grande réputation, Michael Mandelbaum, l'ouvrage tente de définir les grandes lignes de la politique soviétique de contrôle des armements et d'en retracer l'évolution. Le livre est divisé en quatre chapitres dont trois se trouvent être des études de cas. Malheureusement, comme cela se produit trop souvent dans des ouvrages collectifs, la qualité des chapitres varie considérablement.

Cette limite s'explique notamment par deux raisons évidentes. D'une part, l'absence d'une grille d'analyse exhaustive fut un obstacle à l'homogénéité de l'étude. De plus, les auteurs des trois études de cas n'étaient pas tenus de répondre à des questions précises. Ainsi, il s'est avéré difficile de comparer les résultats des trois chapitres. D'autre part, le manque de renseignements et de documentations soviétiques a obligé les auteurs à spéculer sur le comportement des Soviétiques dans le domaine. Parfois, certaines interprétations ne sont appuyées que sur un simple article du *New York Times* ou de la *Pravda*, ce qui limite fatalement la portée de l'ouvrage. Malgré cela, le livre demeure un effort valable et intéressant.

Le premier chapitre porte sur la négociation du traité d'interdiction partielle des essais nucléaires (PTBT), de 1963. L'auteur, Rebecca Strode, constate que l'approche soviétique dans cette négociation fut principalement dominée par des considérations politiques et plus particulièrement par un désir d'améliorer sa réputation internationale. Il

ne s'agit nullement d'une nouvelle révélation. De plus, le chapitre de Strode est beaucoup trop descriptif et s'appuie essentiellement sur des sources américaines. L'histoire du PTBT est bien connue et la question a déjà été mieux traitée. Le chapitre s'avère être la plus faible contribution de l'ouvrage.

Le chapitre deux est une étude de la politique soviétique à l'égard des négociations sur la limitation des armes stratégiques, notamment, en ce qui a trait à la période allant de 1972 à 1976. Cependant, la tâche de l'auteur, Coit Blacker, n'a pas été très facile dans la mesure où cet épisode du contrôle des armements est l'un des plus documentés et des mieux analysés dans le domaine des études stratégiques. Or, malgré la clarté du chapitre, l'analyse de Blacker reste inférieure aux recherches de Raymond Garthoff, de Thomas Wolfe et de Strobe Talbott sur ces négociations.

Néanmoins, la grille de questions dans ce chapitre permet à l'auteur de faire quelques constatations intéressantes. Blacker note que les Soviétiques n'étaient pas prêts à entreprendre d'autres négociations sérieuses sur les armes stratégiques, après la signature de l'accord SALT I et espéraient davantage discuter de la reformulation des relations politiques et économiques entre les deux superpuissances. Selon l'analyse de Blacker, les Soviétiques ne comprenaient pas le processus politique américain. La logique de la crise du Watergate, ainsi que la dynamique du Congrès américain qui a donné lieu à l'amendement Jackson-Vanik étonnent le leadership soviétique. Malgré cela, l'URSS démontre une bonne capacité d'adaptation. Cette dernière a conduit à des progrès importants en matière de contrôle des armements, notamment l'entente de Valdivostok, en 1974.

Le troisième chapitre est une analyse du comportement soviétique sur la question des forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI). L'auteur, Andrew Goldberg, soutient que l'objectif ultime de Mikhaïl Gorbatchev dans cette négociation était essentiellement le même que celui de ses prédécesseurs, c'est-à-dire réduire la menace nucléaire face à l'Union soviétique. Ainsi, selon Goldberg, seules les méthodes de Gorbatchev diffèrent de la pratique antécédente. Toutefois, compte tenu des derniers événements (*i.e.* l'unification de l'Allemagne, la signature du traité sur les forces conventionnelles en Europe, l'effondrement du Pacte de Varsovie, etc.), il est de plus en plus difficile de considérer la politique étrangère de Gorbatchev dans le prolongement du passé. L'URSS de la *perestroïka* n'est plus une puissance idéologique et expansionniste. Au contraire, ce pays est devenu un membre responsable de la communauté internationale, comme le dénote son comportement dans la crise du golfe Persique. Le premier but de la politique étrangère soviétique est de créer un environnement international favorable à la restructuration économique et politique de cette société. Malheureusement, le chapitre de Golberg n'arrive pas à identifier clairement les nouveautés conceptuelles de l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev en matière de sécurité.

Le chapitre quatre de Cynthia Roberts n'est pas une étude de cas, mais une évaluation des changements conceptuels dans la pensée stratégique soviétique. Roberts pense qu'il y a eu des modifications importantes dans la façon dont les Soviétiques ont défini leur sécurité nationale, ce qui a entraîné des changements considérables dans leur politique de contrôle des armements. Désormais, pour les Soviétiques la sécurité ne se limite pas seulement à l'équilibre militaire mais passe également par une amélioration du climat politique international. Ainsi, l'URSS de Gorbatchev favorise la coopération et, par le biais d'une réduction du dispositif militaire, une diminution de la confrontation avec les États-Unis.

Le chapitre de Roberts est bien documenté avec des sources soviétiques et bien structuré. L'analyse quoique brève identifie

les principales divergences entre l'URSS actuelle et la période pré-gorbatchévienne, en matière de sécurité nationale. Cette contribution est nettement la plus originale et la plus valable de l'ouvrage. Il est dommage qu'elle n'ait pas été davantage développée.

L'absence d'un schéma d'ensemble (d'une grille d'analyse) constitue la principale faiblesse de l'ouvrage. L'introduction et la conclusion de Mandelbaum ne fournissent aucun substitut et n'ajoutent rien de particulier à l'ouvrage. Une bonne analyse de la politique de contrôle des armements de l'Union soviétique sous la direction de Gorbatchev était requise. Malheureusement, «The Other Side of Arms Control» ne répond pas tout à fait aux attentes du lecteur, même si l'ouvrage est intéressant et bien écrit. Une thèse de doctorat sur ce sujet serait certainement bienvenue. Mais, nul ne pourrait écrire un ouvrage décisif sur le sujet sans avoir accès, à la fois, aux archives et à certains hauts fonctionnaires soviétiques.

William L. GEORGE

Direction de l'analyse stratégique
Ministère de la Défense nationale, Ottawa

EUROPE

LEERSSEN, J. Th. et MONTFRANS, M. Van (Ed.). *Yearbook of European Studies / Annuaire d'études européennes. 2. France-Europe.* Amsterdam, Éditions Rodopi B.V., 1989, 256p.

Le deuxième numéro de cette publication annuelle de l'Institut d'études européennes de l'Université d'Amsterdam est consacré à la France, en particulier aux divers aspects de son insertion dans le cadre de l'Europe. La mise en rapport de la France et des Pays-Bas, et les comparaisons entre les deux pays se rencontrent dans plus d'un article. Par le canal du *Yearbook*, les chercheurs néerlandais font connaître à l'étranger des travaux que la barrière linguistique aurait rendu moins accessibles. Résolument multidisciplinaire, le numéro 2 comprend des articles relevant des disciplines et domaines les plus variés, de l'histoire littéraire au commerce du vin, en passant par le droit constitutionnel et l'étude du travail des femmes en France et aux Pays-Bas. Publication savante, le périodique conserve néanmoins un cachet de culture générale et l'appareil critique n'est pas envahissant.

Des sujets qui n'entrent pas dans les préoccupations d'*Études internationales*, une énumération suffit : l'exotisme ibérique dans la culture française, le roman de Georges Perec intitulé *W ou le souvenir d'enfance* compris comme lieu de mémoire collective, la perception de l'identité française de Mme de Staël à Eugène Sue, la représentation du caractère «français» de la Révolution française dans l'œuvre de l'historien Michelet, une étude comparative de la situation de la femme sur le marché du travail en France et aux Pays-Bas, et les exportations de vins français aux Pays-Bas durant les années 1980.

A. Boxhoorn se demande si l'éviction des communistes du gouvernement français le 5 mai 1947 était un exil forcé ou une retraite délibérée. Trois interprétations ont été mises de l'avant pour expliquer le phénomène de rupture des coalitions de l'après-guerre en Europe occidentale. Deux d'entre elles mettent l'accent sur la guerre froide, soit que l'URSS impose la retraite (le «modèle de Moscou»), soit que les États-Unis exercent des pressions sur les gouvernements européens pour obtenir l'expulsion des partis communistes et leur enfermement dans un exil forcé (le «modèle de Washington»). La troisième avance l'idée que les communistes sont contraints de démissionner pour des raisons de politique intérieure, à savoir les